



28 septembre 2017

(17-5184)

Page: 1/1

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

**QUESTIONS DE L'UKRAINE AU KAZAKHSTAN CONCERNANT
LA PROHIBITION À L'EXPORTATION DE BOIS D'ŒUVRE,
DE PAPIER RECYCLÉ, DE CARTON ET DE PAPIER**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UKRAINE

La communication ci-après, datée du 22 septembre 2017, est distribuée à la demande de la délégation de l'Ukraine.

D'après la notification G/MA/QR/N/KAZ/1 du 16 mai 2017, le Kazakhstan a introduit la prohibition à l'exportation de bois d'œuvre, de papier recyclé, de carton et de papier en vertu de la Loi n° 175-III du 7 juillet 2006 sur les "Territoires naturels bénéficiant d'une protection spéciale" et de la Décision du Collège de la Commission économique eurasiatique (EEC) n° 134 du 16 août 2012 relative aux "actes juridiques normatifs en matière de réglementation non tarifaire".

L'Ukraine croit comprendre que le Kazakhstan justifie cette prohibition à l'exportation sur la base de l'article XX b) et XX g) du GATT.

En même temps, les mesures appliquées doivent respecter certaines conditions, conformément à l'article XX b) et XX g) du GATT.

En particulier, pour être justifiée au titre de l'article XX g) du GATT, l'application d'une mesure doit être conforme à l'obligation d'impartialité (restrictions à la production ou à la consommation nationale).

À cet égard, l'Ukraine souhaite poser les questions suivantes au Kazakhstan:

1. Le Kazakhstan pourrait-il préciser si l'objectif initial de l'introduction/la mise en œuvre de la mesure a été atteint?
2. Si tel est le cas, le Kazakhstan est-il en mesure de fournir des informations pertinentes attestant les résultats atteints, telles que des statistiques sur la préservation des ressources épuisables, la production nationale, la consommation et l'importation de bois d'œuvre, de papier et de carton?

En ce qui concerne les prescriptions en matière de licences applicables à l'importation de sucre de canne brut (imposées par la Décision n° 134 du Collège de l'EEC du 16 août 2012, figurant au point 29 de la notification), l'Ukraine souhaite demander au Kazakhstan de clarifier si la mesure est toujours en vigueur.
